

Thématique

La crise financière vue par les intellectuels

LE MONDE Thématique publiée le 13.11.08

En un an et demi, la crise des "subprimes" américaine s'est transformée en crise globale et planétaire. Bancaire d'abord, la crise est devenue monétaire, boursière, économique et sociale. Les intellectuels l'ont auscultée dans les pages "Débats" du "Monde".

Paul Virilio : "Le krach actuel représente l'accident intégral par excellence"

Publié le 19.10.08

En 2002, sous le titre "Ce qui arrive", vous avez présenté à la Fondation Cartier une exposition sur l'accident dans l'histoire contemporaine : Tchernobyl, 11-Septembre, tsunami... Une formule d'Hannah Arendt guidait votre démonstration : "Le progrès et la catastrophe sont l'avvers et le revers d'une même médaille." Avec le krach boursier, y sommes-nous ?

Bien sûr. En 1979, au moment de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island, aux Etats-Unis, j'ai évoqué un "*accident originel*" - de ceux que nous fabriquons nous-mêmes. Je disais que nos prouesses techniques sont grosses de promesses catastrophiques. Auparavant, les accidents étaient locaux. Avec Tchernobyl, nous sommes passés à des accidents globaux, aux conséquences inscrites dans la durée. Le krach actuel représente l'accident intégral par excellence. Ses effets se diffusent loin, et il intègre la représentation des autres accidents.

Cela fait trente ans que l'on fait l'impasse sur le phénomène d'accélération de l'Histoire, et que cette accélération est la source de la multiplication d'accidents majeurs. "*L'accumulation met fin à l'impression de hasard*", disait Freud à propos de la mort. Son mot-clé, ici, c'est hasard. Ces accidents ne sont pas des hasards. On se contente pour l'instant d'étudier le krach boursier sous l'angle économique ou politique, avec ses conséquences sociales. Mais on ne peut comprendre ce qui se passe si on ne met pas en place une économie politique de la vitesse, générée par le progrès des techniques, et si on ne la lie pas au caractère accidentel de l'Histoire.

Donnons un seul exemple : on dit que le temps, c'est de l'argent. J'ajoute que la vitesse - la Bourse le prouve -, c'est le pouvoir. Nous sommes passés d'une accélération de l'Histoire à une accélération du réel. C'est cela, le progrès. Le progrès est un sacrifice consenti.

On n'étudie pas assez les accidents ?

L'historiographie dominante se limite à analyser les faits sur une longue durée. Je prône au contraire une Histoire accidentelle, faite uniquement de ruptures. L'historien François Hartog parle de "*présentisme*" dominant. Il faut aller plus loin. Nous vivons dans "*l'instantanéisme*".

Pour comprendre les accidents, il faut les étudier, mais aussi les exposer. L'accident est une invention, une oeuvre créative. Qui, mieux que les artistes, peut faire sentir la dimension tragique du progrès ? D'où l'exposition "Ce qui arrive" - j'y abordais le krach boursier -, qui préfigurait un musée ou un observatoire des accidents majeurs que j'appelle de mes voeux. Non pour faire peur, mais pour faire face.

Comment définir, au-delà de son aspect de surprise, l'accident boursier ?

Comme pour tout événement contemporain, il faut prendre en compte une série de synchronisations au niveau mondial. Synchronisation des coutumes, des moeurs, des façons de réagir, mais aussi des émotions. On est passés d'un communisme de classe à une mondialisation instantanée et simultanée des affects et des peurs - et non plus des opinions. C'était le cas avec les attentats du World Trade Center ou avec le tsunami. Pour la Bourse, c'est la même chose. Après une courte phase technique - faillite de banques, chute des cours -, on est passés à une période d'"*hystérisation*" exagérée des réactions. On parle de "*folie des marchés*", de réactions "*irrationnelles*", presque de fascination pour la fin du monde. Les terroristes ont très bien compris ce phénomène, et ils en jouent.

Croyez-vous, comme certains, que le capitalisme touche à sa fin ?

Je pense plutôt que c'est la fin qui touche le capitalisme. Je suis urbaniste. Le krach montre que la terre est trop petite pour le progrès, pour la vitesse de l'Histoire. D'où les accidents à répétition. Nous vivons dans la conviction que nous avons un passé et un futur. Or le passé ne passe pas, il est devenu monstrueux, au point que nous n'y faisons plus référence. Quant au futur, il est limité par la question écologique, la fin programmée des ressources naturelles, comme le pétrole. Il reste donc le présent à habiter. Mais l'écrivain Octavio Paz disait : "*L'instant est inhabitable, comme le futur.*" Nous sommes en train de vivre cela, y compris les banquiers.

C'est ici et maintenant que cela se joue. Un nouveau relief se crée. Ce n'est pas triste la finitude, c'est la réalité. Il faut l'accepter. Ce krach nous apprend qu'il faut vivre dans sa grandeur propre, dans un monde achevé. Nous avons une obligation d'intelligence.

La finance n'a-t-elle pas inventé un monde virtuel ?

La vitesse faisant gagner de l'argent, la finance a voulu imposer la valeur-temps à la valeur-espace. Mais le virtuel fait aussi partie de la réalité. Et puis, ce soi-disant monde virtuel, dans lequel on peut englober les paradis fiscaux, c'est de l'exotisme, que j'assimile à du colonialisme, c'est le mythe d'une autre planète habitable.

A la différence d'autres accidents, le krach boursier reste hermétique à la majorité du public. Est-ce grave ?

On ne comprend pas, mais on devine et c'est suffisant. Il faut deviner ce qui arrive. Evidemment, l'incompréhension renforce la peur. Mais, en même temps, on n'a plus le temps

d'avoir peur. Le plus inquiétant est l'apparition d'une dissuasion civile, individuelle, intime, qui nous gagne dans tous les domaines de la vie. Nous sommes dissuadés de faire telle ou telle chose comme individus. Depuis le 11-Septembre, nous sommes gagnés par une peur civile, à cause de l'industrialisation de l'accident. Pour vérifier la solidité des voitures, on effectue des crash-tests. Le krach boursier est un crash-test grandeur nature. Même le divorce s'industrialise. On pourrait introduire une cotation dans les divorces, avec pour risque de faire apparaître que le couple et la famille sont devenus des illusions.

Peut-on parler de morale du krach, au sens où il sanctionne aussi ceux qui gagnaient des fortunes ?

Je ne suis pas un justicier. Je comprends les critiques, qui disent que certains ont fait des profits indécents. Je ne nie pas les dégâts de l'accumulation de richesses. Mais critiquer cette accélération des profits et de l'Histoire, cette "*avarice galopante*", comme disait Eugène Sue, rester dans le cadre matérialiste du profit, c'est une analyse réductrice, insuffisante.

Ce qui se joue est bien plus sophistiqué et grave. Nous sommes passés dans quelque chose d'une autre nature. Cette économie de la richesse est devenue une économie de la vitesse. C'est du reste le problème de la gauche. Ils appliquent leurs vieux schémas, proclament la mort du capitalisme, en attendant plus de justice sociale. Ce diagnostic est un peu hâtif. On a tout de même un gros bébé sur les bras... Si l'Etat ne prend pas la mesure de ce futurisme de l'instant, on pourrait au contraire voir arriver un capitalisme sans limites.

Vous avez dit qu'"Airbus, en inventant un avion de 800 places, crée 800 morts potentiels". Mais le krach boursier n'a pas fait de morts...

Ce n'est pas la peste, il n'y a pas des millions de victimes, ce n'est pas non plus le 11-Septembre. Ce n'est pas la mortalité qui compte ici, hors quelques suicides. Les victimes sont ailleurs. D'où est partie la crise actuelle ? Des subprimes, des maisons à acheter à crédit dans des conditions impossibles. Du sol. Les victimes, ce sont les centaines de milliers de personnes qui perdent leur logement. La notion de sédentarité est déjà remise en cause, avec les immigrés, déportés, réfugiés, les délocalisations d'entreprises, etc. Le phénomène va s'accentuer. Un milliard de personnes vont être contraintes de bouger de lieu de vie d'ici à 2040. Voilà les victimes. Nous sommes dans la notion du *stop/eject*. On arrête, et on éjecte.

Vous croyez au chaos ?

Après avoir déstabilisé le système financier, le krach risque de déstabiliser l'Etat, dernier garant d'une vie collective. Il essaie en ce moment de rassurer. Mais si la Bourse continue de baisser, c'est l'Etat qui sera à son tour en faillite, et va plonger les nations dans le chaos. Ce n'est pas du catastrophisme de ma part. Je ne crois pas au pire, je ne crois pas au chaos, c'est absurde, c'est de l'arrogance intellectuelle, mais il ne faut pas s'empêcher d'y penser. Face à la peur absolue, j'oppose l'espérance absolue. Churchill disait que l'optimiste est quelqu'un qui voit une chance derrière chaque calamité.

Paul Virilio est urbaniste et philosophe.

Mutation du psychisme en vue, par Dany-Robert Dufour

Publié le 18.10.08

Durant cette intense panique boursière dont nul augure économiste ne saurait, à ce jour, prévoir l'issue, on voit se répéter un curieux spectacle : ceux qui étaient, hier encore, les plus ardents défenseurs du libéralisme financier dérégulé ne cessent de faire acte de contrition et de promettre l'entrée dans un cycle vertueux. Mieux vaut tard que jamais, certes.

Mais la question qui se pose est de savoir si l'on peut vraiment s'en remettre, pour sortir de cette crise, à ceux qui ont conduit notre civilisation, avec tant d'efficacité, de cynisme et de suffisance, droit dans le mur. C'est une question importante, car, si elle n'est pas résolue, les opinions publiques risqueraient fort, sitôt le désenchantement et la récession installés et, comme toujours en pareil cas, de se mettre en recherche d'hommes providentiels. Il ne faut jamais oublier qu'après la crise boursière de 1929 sont venus 1933 et la tragique ascension d'un Hitler. Chacun sait qu'en Europe même, certains s'essayaient déjà aux gestes expéditifs qui pourraient rassembler les foules déboussolées.

Pour éviter la répétition d'un tel drame, il faut prendre conscience de l'ampleur des dégâts et des diverses tâches de reconstruction qui s'imposent. Car le libéralisme financier dérégulé n'a pas fait que saper les bases de la finance et de l'économie marchande mondiale. Loin s'en faut : ce sont toutes les grandes économies humaines qui sont atteintes.

Elles sont en effet articulées entre elles, de sorte que certains changements essentiels dans l'économie marchande (la dérégulation) entraînent des effets substantiels dans l'économie politique, l'obsolescence du gouvernement et l'apparition de la gouvernance, issue de la *corporate governance*, aussi appelée "*dictature des actionnaires*". Mais ce n'est pas tout, puisque ce dernier aspect ne peut que provoquer des mutations dans l'économie symbolique (disparition de l'autorité du pacte social et apparition de nouvelles formes de lien social comme les groupes dits "*égo-grégaires*", qui se caractérisent par l'exhibition conflictuelle et souvent spectaculaire d'égoïsmes en recherche de satisfactions consommatoires). En outre, ces mutations dans la culture affectent nos façons de parler, autrement dit l'économie sémiotique (par l'apparition d'une novlangue libérale marquée par des transformations de la grammaire et des altérations sémantiques où, par exemple, toute forme d'autorité, même laïque, est bannie).

Enfin, ces transformations peuvent atteindre une économie qui semble a priori rétive à toute soumission aux lois de l'économie marchande : l'économie psychique, avec une sortie du cadre freudien classique de la névrose et une entrée dans un cadre postnévrotique où la perversion, la dépression et l'addiction prédominent.

On dispose d'un concept susceptible de décrire cette propagation d'une économie à l'autre : la transduction, terme issu des travaux produits dans les années 1960 par le philosophe Gilbert Simondon. Lors d'une propagation transductive, chaque région constituée sert à la région suivante de principe, de modèle et d'amorce, si bien qu'une modification peut s'étendre progressivement et qu'une mutation générale peut apparaître après s'être propagée de proche en proche. Aujourd'hui, ce sont donc toutes nos économies, celles dans lesquelles nous vivons, qui sont malades. La conséquence est inéluctable : notre génération a été "salopée" par le marché et celle de nos enfants risque fort de l'être plus encore si nous n'intervenons pas, nous en avons déjà des signes inquiétants.

Le tableau ne sera complet que si l'on ajoute à ces économies celle qui les englobe toutes : l'économie du vivant. Elle est très malade aussi. Elle est en effet victime d'une contradiction majeure entre le capitalisme, qui vise la production infinie de la richesse, et la finitude des ressources vitales qu'offre la Terre. La Terre n'en peut plus, elle ne cesse d'émettre des symptômes d'épuisement : réduction de la diversité des espèces, risque accru de pandémies, épuisement des ressources naturelles, pollutions irréversibles diverses, inexorable réchauffement climatique aux conséquences encore incalculables, surpopulation... On voit donc les plus grands défenseurs du libéralisme dérégulé manger leur chapeau en public : après avoir exigé la privatisation des gains, ils supplient de passer à la socialisation des pertes.

Il est possible, quoiqu'incertain, que ces injections massives de capitaux publics puissent, à terme, stabiliser le système bancaire. Mais ce qui est impossible, c'est qu'elles résolvent les considérables dégâts causés dans les autres grandes économies humaines par l'effet transductif de cette idée folle qui s'est emparée du monde depuis une quarantaine d'années. Nous sommes donc à un seuil : il faut non seulement secourir l'économie marchande, mais aussi et surtout porter remède à toutes les grandes économies humaines menacées de collapsus par un principe toxique qui a été présenté comme panacée universelle. Il faut en finir avec la croyance que les intérêts égoïstes privés s'harmonisent par autorégulation spontanée.

La providence divine qu'on invoque depuis les origines du libéralisme n'existe pas. Les hommes ne peuvent s'en remettre à un supposé mécanisme invisible, qui ferait les choses pour eux et mieux qu'eux. Il ne faut pas "laisser faire". Il faut au contraire que les hommes interviennent. Il faut qu'ils régulent leurs activités par eux-mêmes, sinon la régulation se fera au profit de certains intérêts privés plus forts que d'autres, métamorphosant la cité en une jungle, cependant que ses habitants seront tenus de se transformer en joueurs pervers.

Il ne s'agit sûrement pas de se débarrasser entièrement et sans autre forme de procès du libéralisme. Car il nous a amené de très appréciables bienfaits par rapport aux systèmes antérieurs : libertés individuelles et élévation globale du niveau de vie (en dépit de l'accentuation des inégalités). Il s'agit plutôt de se débarrasser de ses effets pervers qui, en devenant envahissants, ont rendu ce système contre-productif. On souhaiterait donc entendre nos décideurs faire des propositions allant en ce sens. Le retour d'une confiance minimale est à ce prix.

Dany-Robert Dufour, philosophe, université Paris-VIII, Collège international de philosophie.

De quel réel cette crise est-elle le spectacle ?, par Alain Badiou

Publié le 18.10.08

Telle qu'on nous la présente, la crise planétaire de la finance ressemble à un de ces mauvais films concoctés par l'usine à succès préformés qu'on appelle aujourd'hui le "cinéma". Rien n'y manque, y compris les rebondissements qui terrorisent : impossible d'empêcher le vendredi noir, tout s'écroule, tout va s'écrouler...

Mais l'espoir demeure. Sur le devant de la scène, hagards et concentrés comme dans un film catastrophe, la petite escouade des puissants, les pompiers du feu monétaire, les Sarkozy, Paulson, Merkel, Brown et autres Trichet, engouffrent dans le trou central des milliers de milliards. "*Sauver les banques !*" Ce noble cri humaniste et démocratique jaillit de toutes les poitrines politiques et médiatiques. Pour les acteurs directs du film, c'est-à-dire les riches, leurs servants, leurs parasites, ceux qui les envient et ceux qui les encensent, un happy end, je le crois, je le sens, est inévitable, compte tenu de ce que sont aujourd'hui et le monde, et les politiques qui s'y déploient.

Tournons-nous plutôt vers les spectateurs de ce show, la foule abasourdie qui entend comme un vacarme lointain l'hallali des banques aux abois, devine les week-ends harassants de la glorieuse petite troupe des chefs de gouvernement, voit passer des chiffres aussi gigantesques qu'obscurs, et y compare machinalement les ressources qui sont les siennes, ou même, pour une part très considérable de l'humanité, la pure et simple non-ressource qui fait le fond amer et courageux à la fois de sa vie. Je dis que là est le réel, et que nous n'y aurons accès qu'en nous détournant de l'écran du spectacle pour considérer la masse invisible de ceux pour qui le film catastrophe, dénouement à l'eau de rose compris (Sarkozy embrasse Merkel, et tout le monde pleure de joie), ne fut jamais qu'un théâtre d'ombres.

On a souvent parlé ces dernières semaines de "l'économie réelle" (la production des biens). On lui a opposé l'économie irréaliste (la spéculation) d'où venait tout le mal, vu que ses agents étaient devenus "*irresponsables*", "*irrationnels*", et "*prédateurs*". Cette distinction est évidemment absurde. Le capitalisme financier est depuis cinq siècles une pièce majeure du capitalisme en général. Quant aux propriétaires et animateurs de ce système, ils ne sont, par définition, "responsables" que des profits, leur "rationalité" est mesurable aux gains, et prédateurs, non seulement ils le sont, mais ont le devoir de l'être.

Il n'y a donc rien de plus "réel" dans la soute de la production capitaliste que dans son étage marchand ou son compartiment spéculatif. Le retour au réel ne saurait être le mouvement qui

conduit de la mauvaise spéculation "irrationnelle" à la saine production. Il est celui du retour à la vie, immédiate et réfléchi, de tous ceux qui habitent ce monde. C'est de là qu'on peut observer sans faiblir le capitalisme, y compris le film catastrophe qu'il nous impose ces temps-ci. Le réel n'est pas ce film, mais la salle.

Que voit-on, ainsi détourné, ou retourné ? On voit, ce qui s'appelle voir, des choses simples et connues de longue date : le capitalisme n'est qu'un banditisme, irrationnel dans son essence et dévastateur dans son devenir. Il a toujours fait payer quelques courtes décennies de prospérité sauvagement inégalitaires par des crises où disparaissaient des quantités astronomiques de valeurs, des expéditions punitives sanglantes dans toutes les zones jugées par lui stratégiques ou menaçantes, et des guerres mondiales où il se refaisait une santé.

Laissons au film-crise, ainsi revu, sa force didactique. Peut-on encore oser, face à la vie des gens qui le regardent, nous vanter un système qui remet l'organisation de la vie collective aux pulsions les plus basses, la cupidité, la rivalité, l'égoïsme machinal ? Faire l'éloge d'une "démocratie" où les dirigeants sont si impunément les servants de l'appropriation financière privée qu'ils étonneraient Marx lui-même, qui qualifiait pourtant déjà les gouvernements, il y a cent soixante ans, de "*fondés de pouvoir du capital*" ? Affirmer qu'il est impossible de boucher le trou de la "Sécu", mais qu'on doit boucher sans compter les milliards le trou des banques ?

La seule chose qu'on puisse désirer dans cette affaire est que ce pouvoir didactique se retrouve dans les leçons tirées par les peuples, et non par les banquiers, les gouvernements qui les servent et les journaux qui servent les gouvernements, de toute cette sombre scène. Je vois deux niveaux articulés de ce retour du réel. Le premier est clairement politique. Comme le film l'a montré, le fétiche "démocratique" n'est que service empressé des banques. Son vrai nom, son nom technique, je le propose depuis longtemps, est : capitalo-parlementarisme. Il convient donc, comme de multiples expériences depuis vingt ans ont commencé à le faire, d'organiser une politique d'une nature différente.

Elle est et sera sans doute longtemps très à distance du pouvoir d'Etat, mais peu importe. Elle commence au ras du réel, par l'alliance pratique des gens les plus immédiatement disponibles pour l'inventer : les prolétaires nouveaux venus, d'Afrique ou d'ailleurs, et les intellectuels héritiers des batailles politiques des dernières décennies. Elle s'élargira en fonction de ce qu'elle saura faire, point par point. Elle n'entretiendra aucune espèce de rapport organique avec les partis existants et le système, électoral et institutionnel, qui les fait vivre. Elle inventera la nouvelle discipline de ceux qui n'ont rien, leur capacité politique, la nouvelle idée de ce que serait leur victoire.

Le second niveau est idéologique. Il faut renverser le vieux verdict selon lequel nous serions dans "*la fin des idéologies*". Nous voyons très clairement aujourd'hui que cette prétendue fin n'a d'autre réalité que le mot d'ordre "*sauvons les banques*". Rien n'est plus important que de retrouver la passion des idées, et d'opposer au monde tel qu'il est une hypothèse générale, la certitude anticipée d'un tout autre cours des choses. Au spectacle malfaisant du capitalisme, nous opposons le réel des peuples, de l'existence de tous dans le mouvement propre des idées.

Le motif d'une émancipation de l'humanité n'a rien perdu de sa puissance. Le mot "communisme", qui a longtemps nommé cette puissance, a certes été avili et prostitué.

Mais, aujourd'hui, sa disparition ne sert que les tenants de l'ordre, que les acteurs fébriles du film catastrophe. Nous allons le ressusciter, dans sa neuve clarté. Qui est aussi son ancienne vertu, quand Marx disait du communisme qu'il "*rompait de la façon la plus radicale avec les idées traditionnelles*" et qu'il faisait surgir "*une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous*".

Rupture totale avec le capitalo-parlementarisme, politique inventée au ras du réel populaire, souveraineté de l'idée : tout est là, qui nous déprend du film de la crise et nous rend à la fusion de la pensée vive et de l'action organisée.

Alain Badiou, philosophe, romancier, éditeur

L'inévitable métamorphose, par Pascal Bruckner

Publié le 16.10.08

Au printemps 2001, l'éditorialiste conservateur Charles Krauthammer plaidait dans la *New York Times* pour la domination globale de l'Amérique : en matière de défense et d'écologie, Washington avait raison de n'en faire qu'à sa tête puisque la Russie ne comptait plus, la Chine encore moins et que "*l'impérialisme débonnaire*" des Etats-Unis était bon pour le monde entier et pour la paix.

On est stupéfait a posteriori par la naïveté d'un tel propos ; quelques mois plus tard, le 11-Septembre révélait la vulnérabilité des Etats-Unis et soulignait la provincialisation du monde occidental. Le krach qui nous frappe n'est pas seulement économique, il est avant tout politique et idéologique, il est celui du modèle imposé par l'Europe et les Etats-Unis après la disparition de l'Union soviétique. L'effondrement moral a précédé l'effondrement boursier.

Au lendemain de la chute du mur de Berlin et de la libération des peuples de l'Est du joug soviétique, j'avais forgé le concept de mélancolie démocratique ; mélancolie d'avoir perdu notre ennemi le plus cher et d'avoir remporté une victoire à la Pyrrhus ; mélancolie d'une Europe et d'une Amérique tétanisées par leur triomphe et risquant un brutal déficit immunitaire. Ce n'est pas le capitalisme qui avait gagné, c'est le communisme qui avait perdu. Le conte de fées imaginé par nos élites après 1989, que le monde allait être balayé par une vague de prospérité et de démocratie sans précédent, n'a pas tenu la route en dépit de quelques réussites spectaculaires comme l'Inde, la Chine, le Brésil.

Livré à lui-même, sans contrepoids, le système capitaliste a sombré dans l'ubris, la cupidité, le conformisme. L'ennemi soviétique, c'était pour le bloc occidental, la certitude de durer à travers l'hostilité de l'autre, la meilleure façon de se réformer en tenant compte des critiques

qui lui étaient adressées. Qui prétendra jamais comme le communisme substituer une autre société à nos valeurs ?

L'intégrisme islamique, en dépit de sa dangerosité, est trop caricatural pour représenter un défi symbolique de taille. Privé d'adversaire, un certain capitalisme financier s'est enfermé dans une spirale suicidaire qui l'a mis à genoux. Faut-il en déduire sa disparition prochaine comme nous le certifient les prophètes de l'apocalypse, imaginant avec complaisance des vagues d'émeutes, des soulèvements en série ?

FÉODALISME SANS FREIN

On peut en douter. Le retour en force de l'Etat n'est pas là pour tuer le marché, mais pour le sauver, ce qui fut toujours le cas dans l'histoire où c'est la force publique qui a créé le système marchand. C'est un certain capitalisme de caste qui s'estompe, entraînant dans sa chute malheur et chaos : il n'était qu'un féodalisme sans frein, masquant sa goinfretrie sous les alibis du risque et de la liberté d'entreprise. La main invisible est revenue au visage de ceux qui l'invoquaient comme une formidable claque.

Mais il existe de multiples formes de capitalisme et aucun modèle de remplacement : même les partis qui en Europe se veulent antilibéraux, trotskistes et altermondialistes n'ont rien à proposer sinon des réformes ponctuelles appuyées sur un fort ressentiment social et la quête de boucs émissaires. Si alternative il y a, c'est à l'intérieur de l'économie de marché et non en dehors.

Quant à la fin du leadership occidental, il n'est pas forcément une catastrophe s'il nous incite à repenser nos sociétés. Jusque-là nous nous pensions les meilleurs, en économie comme dans le reste et faisons la leçon aux autres peuples. Nous voici contraints à plus de mesure alors que les fonds souverains du Moyen-Orient et d'Asie se portent au secours de nos défaillances. Rien ne garantit non plus que nos valeurs aient une portée universelle ou que le régime parlementaire soit valable pour toutes les nations : à nous d'en apporter la preuve par la persuasion, le débat d'idées, non par la force.

Nous n'avons plus les moyens d'imposer notre système, juste de le proposer. Le fait que la première puissance du globe soit tenue en échec par quelques dizaines de milliers de djihadistes en Irak et en Afghanistan prouve qu'elle a également perdu sa supériorité militaire. L'Amérique est faible mais les Américains ne le savent pas encore alors que l'Europe est depuis longtemps consciente de n'être plus maître du monde.

Dans une planète gagnée par le fanatisme religieux, les terrorismes divers, les famines, le dérèglement climatique, le camp démocratique devrait incarner un pôle de rationalité et d'excellence ; mais s'il représente l'esprit de croisade, le retour de la torture, la bigoterie la plus grotesque, la barbarie érigée en instrument de défense de la civilisation, il suscitera rejet et répulsion. Malgré le désastre des années Bush, gardons-nous d'enterrer l'Oncle Sam et d'écrire à son propos un mauvais scénario catastrophe. Quiconque est familier des Etats-Unis connaît leur capacité de renaissance, de mobilisation, surtout si la prochaine élection porte au pouvoir

le candidat du renouveau. Les démocraties, parce qu'elles tirent leur énergie de l'autocritique permanente, disposent de ressources insoupçonnées et invisibles.

HAINES DU PLURALISME

Nous ne sommes plus les seuls acteurs de l'histoire ; cela n'implique pas que nous devions nous effacer, au contraire. Ni la Russie autocratique ni les divers despotismes africains ou orientaux et encore moins la Chine néototalitaire n'offrent de solution de remplacement même si cette dernière se porte candidate à notre succession. Le modèle chinois, s'il s'impose, marquera peut-être la revanche de l'empire du Milieu mais pas le triomphe de la liberté et de l'équité. La haine de l'Occident reste la haine du pluralisme, de l'esprit critique, de la contestation des abus déguisés en traditions.

Les démocraties sont dépositaires d'un trésor périssable et fragile : les droits humains et le respect des principes. Elles sont responsables de la perpétuation de la démocratie elle-même. C'est pourquoi elles doivent s'unir, affirmer leurs ambitions, approfondir leurs idéaux, la raison, l'éducation, la tolérance, la solidarité avec les plus démunis. C'est un formidable défi qui nous attend, à égale distance du défaitisme et de la suffisance ; à nous de le relever ou de disparaître.

Pascal Bruckner est romancier et essayiste.

Profitons de la crise pour refonder la société, par Gérard Mermet

Publié le 14.10.08

La bulle financière explose, la pauvreté, la faim et les inégalités gagnent du terrain dans le monde, au moment même où celui-ci prend conscience que la planète est dégradée, que les ressources sont limitées et que la survie des espèces vivantes n'est plus assurée. Y compris la nôtre. Cette concomitance inédite de difficultés, contraintes et menaces constitue pourtant une chance historique de transformer le monde et d'y vivre mieux. La France pourrait, si elle le voulait, être à la pointe de ce combat.

Si la crise est inquiétante, voire obsédante dans la plupart des pays développés (les enquêtes manquent sur les autres), elle l'est plus encore dans notre pays. Le moral est plus bas qu'ailleurs, l'inquiétude plus mal vécue, la méfiance plus forte, le cynisme plus apparent, la cohabitation plus difficile. Certaines exceptions nationales sont des handicaps à l'adaptation (sans même parler d'innovation) : irréalisme ; uniformisme ; amoralisme ; "petisme" ; culture de l'affrontement... Notre société "mécontemporaine" cultive ainsi le pessimisme et la peur. L'économie souffre d'anémie et la société d'anomie (disparition des repères et valeurs collectifs permettant de guider les comportements individuels).

Comment, dans ces conditions, aider les Français à garder (ou plutôt à retrouver) le moral ? On peut faire trois suggestions. La première, en forme de clin d'oeil, serait de s'éloigner davantage encore de la réalité. Outre le recours (déjà massif) aux antidépresseurs, on pourrait se conformer au précepte chinois des trois singes : ne rien voir (jeter les postes de télévision, ne plus lire les journaux) ; ne rien entendre (éteindre la radio, ne pas écouter les conversations) ; ne pas parler (sauf pour commenter les bonnes nouvelles, si l'on en trouve encore !). Mais cette inconscience volontaire ne ramènerait pas l'insouciance. Mieux vaut pour la démocratie et pour les générations futures favoriser le débat entre Mutants et Mutins que de voir s'accroître le nombre des Moutons (ou autruches).

La seconde suggestion, a priori plus facile à mettre en oeuvre, serait de relativiser la misère nationale. Le paupérisme, le misérabilisme, le dolorisme et le victimisme ambiants ne sont pas en effet des facteurs de dynamisation mais d'insatisfaction et de tension. Cela ne saurait empêcher de reconnaître et de déplorer la recrudescence récente des inégalités de revenus ou, surtout, des patrimoines.

La croissance n'a pas profité uniformément à tous, et la solidarité nationale devra mieux faire son travail de redistribution. Pour y parvenir, la réduction sensible ou la suppression de certains écarts inacceptables est un préalable : stock-options ; parachutes dorés ; niches fiscales ; retraites "coup de chapeau" ; rentes de situation et autres privilèges "haut de gamme".

Avant de demander aux classes moyennes de faire des efforts, il faudra demander (ou imposer) à la tranche supérieure une participation plus grande à la solidarité, un peu plus de décence et de vertu. Peu importe si l'impact macroéconomique est faible, la dimension symbolique sera considérable, comme ses conséquences sur le climat intérieur. Dans la situation actuelle, l'exemplarité est la condition première de la paix sociale, de l'adaptation par la réforme et l'innovation.

La troisième suggestion est d'une autre nature. Le moment n'a jamais été plus opportun pour réinventer le modèle de société de consommation avec lequel nous vivons depuis une cinquantaine d'années, et qui satisfait de moins en moins ceux qui en ont bénéficié. On constate en effet une assez faible corrélation entre le niveau des dépenses et celui du contentement.

La consommation s'apparente à une recherche de consolation, un moyen de remplir un vide existentiel croissant. Avec, à la clé, beaucoup de frustration et un peu de culpabilisation, accrue par la prise de conscience écologique. A quoi s'ajoute, chez beaucoup de Français, le sentiment d'être manipulé par un système marchand qui apparaît plus "exhausteur" qu'exauceur de désir.

La régulation collective des marchés aujourd'hui souhaitée pourrait ainsi s'accompagner d'une régulation individuelle des désirs. Elle est déjà apparente dans certaines stratégies d'adaptation à la crise ou de résistance à la société de consommation, mises en place par des individus, des familles ou des communautés. On peut citer pêle-mêle les adeptes du low cost ou du hard discount (qui ne se recrutent pas seulement parmi les ménages aux fins de mois

difficiles), les acheteurs de produits bio, les partisans du commerce équitable ou solidaire, ceux qui favorisent au contraire les producteurs locaux, ou les apôtres de la frugalité.

Parmi les alterconsommateurs, quelques intégristes trouvent leur plaisir dans l'abstinence plutôt que dans l'abondance. Mais, pour le plus grand nombre, la quête est avant tout celle de l'harmonie. La tendance "éco" s'annonce en tout cas durable. Elle mélange l'économique et l'écologique, de sorte que l'avenir est à l'"éconologie". A moins que ce ne soit à l'"écolonomie".

Le défi pour les années à venir n'est pas tant de réformer l'offre (sous-entendu de réguler le capitalisme ou le libéralisme planétaire) que d'accompagner une transformation de la demande qui est en cours. Ceux qui imaginent que la crise est passagère s'illusionnent. Mais ceux qui prédisent la catastrophe pour les sociétés développées font une mauvaise analyse. Le moment est au contraire particulièrement propice pour refonder le système, dans le but de rendre les vies individuelles plus riches parce que plus autonomes et responsables, la planète plus saine et durable, les relations sociales plus détendues.

La nouvelle société de consommation possible ne répondrait plus comme aujourd'hui en priorité à des motivations "défensives", qui consistent à réparer les dégâts occasionnés par son fonctionnement : stress ; mal-être ; fatigue ; besoin de se divertir... Elle refuserait d'être le jouet des pressions diverses exercées sur les individus pour qu'ils se dotent des attributs toujours renouvelés de la modernité. Elle ne reposerait plus seulement sur le désir mimétique, la comparaison et la compétition avec autrui. La nouvelle consommation serait ainsi davantage un miroir reflétant l'identité profonde des individus qu'une vitrine exposant leur statut social, leurs différents rôles et avatars. Elle ne servirait plus seulement à satisfaire les sens, mais aussi à donner un sens à la vie et de la longévité à la planète. Il faut souligner que le seul horizon possible de cette remise en cause n'est pas la "déconsommation", facteur d'une décroissance qui aurait des conséquences douloureuses, voire désastreuses, pour de nombreux individus.

Dans un contexte de difficultés avérées, de catastrophes annoncées, une réflexion collective sur les valeurs et les modes de vie est nécessaire. D'autant qu'elle est moins un luxe de nantis qu'un réflexe de survie. Elle peut déboucher sur une "utopie réaliste", fondatrice d'un nouveau modèle de civilisation, avec des modes de vie plus satisfaisants dans un monde plus durable. Si l'on y parvient, on pourra dire rétrospectivement : vive la crise !

Cet article est la synthèse d'une réflexion plus globale disponible sur le site de l'auteur : www.gerardmermet.fr.

Gérard Mermet est sociologue, spécialiste de la consommation, auteur de "Francoscopie".

Lutte des classes à Wall Street, par Slavoj Zizek

La première chose qui saute aux yeux lorsqu'on observe les réactions actuelles à l'effondrement financier, c'est que... personne ne sait vraiment ce qu'il faut faire. Cela provient du fait que l'incertitude fait partie du jeu ; la manière dont le marché va réagir dépend non seulement de la confiance que les acteurs accorderont aux interventions gouvernementales, mais aussi, et plus encore, du degré de confiance qu'ils pensent pouvoir prêter aux autres acteurs : on ne peut prendre en compte les effets de ses propres interventions. Nous sommes ainsi contraints de faire des choix sans disposer du savoir qui nous permettrait de faire un choix éclairé, ou, comme le dit John Gray : *"Nous sommes contraints de vivre comme si nous étions libres."*

Mais puisqu'on ne cesse de nous répéter que la confiance et la croyance sont déterminantes, nous devrions aussi nous demander dans quelle mesure le fait que l'administration américaine ait, dans la panique, rehaussé les enjeux, n'a pas aggravé le danger qu'elle tente de conjurer. Il est aisé de remarquer la similarité du langage utilisé par le président Bush dans son allocution au peuple américain après le 11-Septembre et dans celle qui a suivi l'effondrement financier : on dirait deux versions du même discours.

En ces deux occasions, il a évoqué la menace qui pesait sur l'*"American way of life"* lui-même et la nécessité de réagir de manière rapide et décisive afin d'y faire face. A deux reprises, il en a appelé à l'abandon provisoire des valeurs américaines (les garanties concernant les libertés individuelles, le capitalisme de marché) pour sauver ces mêmes valeurs. Ce paradoxe est-il inévitable ?

La pression visant "à faire quelque chose" s'apparente ici à la compulsion superstitieuse à faire un geste lorsque nous observons un processus sur lequel nous n'avons aucune influence véritable. Il arrive aussi parfois que nous agissions pour ne pas avoir à parler et à penser à ce que nous faisons. Par exemple, pour répondre rapidement à un problème, en débloquant 700 milliards de dollars au lieu de se demander comment il est apparu.

Revenons au 15 juillet dernier, quand le sénateur républicain Jim Bunning attaquait le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Ben Bernanke, en affirmant que sa proposition prouvait que *"le socialisme est bel et bien vivant en Amérique"* : *"La Fed veut désormais être le régulateur de risque systémique. Mais la Fed est le risque systémique. Accroître le pouvoir de la Fed revient à donner au gamin qui a brisé votre fenêtre en jouant au base-ball dans la rue une batte plus grande, et à considérer que cela résoudra le problème."*

Bunning a été le premier à exposer publiquement les grandes lignes du raisonnement justifiant la révolte du Parti républicain contre le plan de sauvetage fédéral. Ce raisonnement mérite que nous y regardions de plus près. Nous pouvons ainsi remarquer que la résistance au plan de sauvetage a été formulée en termes de "lutte des classes" : la Bourse, Wall Street, contre la rue, Main Street. Pourquoi devrions-nous aider les responsables de la crise ("Wall Street"), et laisser les simples emprunteurs (dans "Main Street") payer le prix fort ? N'est-ce pas là un parfait exemple de ce que la théorie économique appelle le *"risque moral"* ? Ce dernier se définit comme *"le risque que quelqu'un agisse de manière immorale parce qu'il se sait protégé"*

par les assurances, les lois ou d'autres institutions contre les préjudices que son comportement pourrait sinon engendrer". Autrement dit, si je suis assuré contre les incendies, je prendrai moins de précautions contre le feu (ou, à l'extrême, je mettrai même le feu aux bâtiments que j'ai assurés mais qui génèrent des pertes). La même chose vaut pour les grandes banques : ne sont-elles pas protégées contre les grosses pertes tout en étant capables de conserver leurs profits ? Nous ne serons pas surpris d'apprendre que Michael Moore a déjà écrit une lettre publique dans laquelle il dénonce le plan de sauvetage comme le pillage du siècle. Ce chevauchement inattendu de la gauche et des républicains conservateurs devrait nous donner matière à penser.

Ils ont en commun leur mépris pour les grands spéculateurs et PDG qui tirent profit des décisions hasardeuses mais sont protégés des faillites par les parachutes dorés. N'en va-t-il pas de même pour la faillite d'Enron en janvier 2002, que l'on peut interpréter comme une sorte de commentaire ironique sur l'idée de société du risque ? Les milliers de salariés qui ont perdu leur emploi et leurs économies ont été assurément exposés à un risque, mais sans avoir vraiment d'autre choix. Ceux qui, au contraire, avaient non seulement une réelle connaissance des risques, mais aussi la possibilité d'intervenir dans la situation (les dirigeants), ont minimisé leurs risques en encaissant leurs actions et leurs options avant la faillite. S'il est donc vrai que nous vivons dans une société de choix risqués, certains (les patrons de Wall Street) opèrent les choix, tandis que les autres (les gens ordinaires payant des hypothèques) assument les risques...

Donc le plan de sauvetage est-il réellement une mesure "socialiste", l'aube du socialisme d'Etat aux Etats-Unis ? Si tel est le cas, c'est en un sens bien singulier : une mesure "socialiste" dont le but premier n'est pas de venir en aide aux pauvres, mais aux riches, non pas à ceux qui empruntent, mais à ceux qui prêtent. L'ironie suprême réside ainsi dans le fait que la "socialisation" du système bancaire est acceptable lorsqu'elle sert à sauver le capitalisme : le socialisme est néfaste - sauf lorsqu'il permet de stabiliser le capitalisme.

Et si, cependant, un "risque moral" était inscrit dans la structure fondamentale même du capitalisme ? Autrement dit, le problème résulte du fait qu'il est impossible de les séparer : dans le système capitaliste, le bien-être dans Main Street est subordonné à la prospérité de Wall Street. Ainsi, alors que les populistes républicains qui s'opposent au plan de sauvetage agissent mal pour de bonnes raisons, les partisans du renflouement agissent bien pour de mauvaises raisons. Pour le dire dans les termes plus raffinés de la logique propositionnelle, leur relation est non transitive : bien que ce qui est bon pour Wall Street ne le soit pas nécessairement pour Main Street, Main Street ne peut prospérer si Wall Street va mal. Et cette asymétrie donne un avantage a priori à Wall Street.

Tout cela montre clairement qu'il n'existe pas de marché neutre : dans chaque situation particulière, les coordonnées de l'interaction marchande sont toujours régulées par les décisions politiques. Le vrai dilemme n'est donc pas de savoir si l'Etat doit intervenir ou pas, mais sous quelle forme il doit le faire. Et nous sommes ici confrontés à la politique véritable : la lutte pour définir les coordonnées "apolitiques" fondamentales de nos vies. Tous les problèmes

politiques sont en un sens non partisans, ils se rapportent à la question : "Quelle est la nature de notre pays ?"

Ainsi, c'est précisément le débat sur le plan de sauvetage qui constitue un vrai problème politique concernant les décisions à prendre sur les éléments fondamentaux de notre vie sociale et économique, allant même jusqu'à mobiliser le fantôme de la lutte des classes (Wall Street ou les créanciers hypothécaires ? Intervention de l'Etat ou pas ?) Nous ne trouverons aucune position éclairée "objective" qu'il nous suffirait simplement d'appliquer ici ; nous devons prendre parti politiquement.

Quelle est la solution ? Le grand philosophe idéaliste allemand Emmanuel Kant répondit à la devise conservatrice : "*Ne pensez pas, obéissez !*", non pas par "*N'obéissez pas, pensez !*", mais par "*Obéissez, mais pensez !*" Lorsque nous sommes soumis à un chantage tel que le plan de sauvetage, nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit d'un chantage, et nous efforcer alors de résister à la tentation populiste de donner expression à notre colère et ainsi de nous asséner des coups. Au lieu de céder à une telle expression impuissante, nous devrions maîtriser notre colère pour la transformer en une ferme résolution de penser, de réfléchir d'une manière réellement radicale, de se demander quelle est cette société que nous sommes en train de quitter qui rend possible ce genre de chantage.

(Traduit de l'anglais par Christine Vivier.)

Slavoj Zizek est philosophe.

Francis Fukuyama : "La chute d'America, Inc."

Publié le 09.10.08

Implosion des plus anciennes banques d'investissement américaines, volatilité de plus d'un trillion de dollars de valeurs boursières en un seul jour, addition de 700 milliards de dollars pour les contribuables américains : l'ampleur de la débâcle de Wall Street pourrait difficilement être pire. Et pourtant, alors même que les Américains se demandent pourquoi ils doivent débours des sommes aussi astronomiques pour empêcher l'ensemble du système économique d'imploser, rares sont ceux qui s'interrogent sur les dégâts que cet effondrement financier est en train de causer à la "*marque*" Amérique.

Les idées constituent l'une de nos principales exportations, et deux idées fondamentalement américaines ont dominé la pensée mondiale depuis le début des années 1980 avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence. La première est une certaine vision du capitalisme selon laquelle une faible imposition, une régulation minimale et un gouvernement réduit constitueraient les moteurs de la croissance économique, non seulement aux Etats-Unis mais dans le monde entier. La seconde était que faire de l'Amérique le champion de la démocratie

libérale dans le monde tracerait le meilleur chemin vers un ordre international plus prospère et plus ouvert.

Il est difficile d'évaluer à quel point ces traits caractéristiques de la marque américaine sont aujourd'hui discrédités. Entre 2002 et 2007, alors que le monde bénéficiait d'une période de croissance économique sans précédent, il était aisé d'ignorer les socialistes européens et les populistes sud-américains qui dénonçaient dans le modèle économique américain un "*capitalisme de cow-boy*".

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE A DÉRAILLÉ

Mais voilà qu'aujourd'hui la locomotive de cette croissance, l'économie américaine, a déraillé, menaçant du même coup d'entraîner le reste du monde dans la catastrophe. Le pire, c'est que le coupable est le modèle américain lui-même : obsédé par le mantra de toujours moins de gouvernement, Washington a négligé de réguler de façon adéquate le secteur financier et l'a laissé causer un tort considérable au reste de la société.

Mais la démocratie était d'ores et déjà ternie. Alors même qu'il avait été prouvé que Saddam Hussein ne possédait aucune arme de destruction massive, l'administration Bush tenta de justifier la guerre en Irak en l'intégrant à son vaste "*agenda de la liberté*". Aux yeux de beaucoup de gens dans le monde, la rhétorique américaine sur la démocratie s'est mise à ressembler à une excuse visant à perpétuer l'hégémonie des Etats-Unis.

Le choix auquel nous sommes confrontés aujourd'hui va bien au-delà du plan de renflouement ou de la campagne présidentielle. La marque américaine est mise à rude épreuve au moment même où d'autres modèles – russe ou chinois – apparaissent comme de plus en plus attractifs. Rétablir notre réputation et restaurer l'attrait de notre marque représentent sous bien des aspects des défis tout aussi importants que la stabilisation du secteur financier.

Nous ne pourrions pas entreprendre cette tâche avant d'avoir clairement compris ce qui a cloché – en déterminant, parmi tous les aspects du modèle américain, lesquels sont sains, lesquels ont été appliqués de manière erronée, et lesquels doivent être purement et simplement abandonnés.

De nombreux commentateurs ont remarqué que l'effondrement de Wall Street marquait la fin de la période Reagan. Ils ont parfaitement raison. Le reaganisme était une politique juste pour son époque. Depuis le New Deal des années 1930, les gouvernements du monde entier n'avaient fait qu'étendre toujours plus leur emprise. Or, à partir des années 1970, les grands Etats et économies-providence ont étouffé sous la bureaucratie et gravement dysfonctionné. La révolution reagano-thatchérienne a facilité l'embauche et le licenciement des salariés, entraînant d'immenses douleurs, sur fond de diminution voire même de cessation d'activité des industries traditionnelles. Mais elle a également jeté les bases de près de trois décennies de croissance, et permis l'émergence de nouveaux secteurs, comme l'informatique et les biotechnologies.

Au plan international, la révolution reaganienne s'est traduite par le "*consensus de Washington*", en vertu duquel Washington et les institutions sous son influence (FMI et Banque mondiale) ont incité les pays émergents à ouvrir leurs économies. Régulièrement voué aux gémonies par des populistes comme le Vénézuélien Hugo Chavez, ce "*consensus*" a quand même réussi à amortir la crise de la dette sud-américaine du début des années 1980 et permis à la Chine et à l'Inde de devenir les puissances économiques qu'elles sont aujourd'hui.

LA CRISE FINANCIÈRE ASIATIQUE DE 1997-1998, PREMIÈRE ALERTE

Comme tout mouvement transformateur, la révolution reaganienne s'est dévoyée lorsqu'elle est devenue, pour beaucoup de ses partisans, une idéologie irrécusable, et non plus une réponse pragmatique aux excès de l'Etat-providence. Deux de ses concepts étaient sacro-saints : le premier affirmait que les baisses d'impôts s'autofinanceraient; le second, que les marchés financiers étaient capables de s'autoréguler.

La globalisation a masqué les failles de ce raisonnement durant plusieurs décennies. Les étrangers paraissaient toujours plus disposés à acquérir des dollars américains, ce qui permit au gouvernement des Etats-Unis de laisser courir les déficits tout en enregistrant une forte croissance. Le second article de foi de l'ère Reagan – la dérégulation financière – fut formulé par une alliance contre nature de reaganiens fanatiques et de firmes de Wall Street, et, dès les années 1990, était devenu parole d'Évangile, y compris chez les démocrates. Ses partisans arguaient du fait que les anciennes régulations étouffaient l'innovation et savaient la compétitivité des institutions financières américaines. Ils avaient raison – à ceci près que la dérégulation a généré un flot de nouveaux produits innovants tels que les fameuses *collateralized debt obligations* (CDO) qui sont au cœur de la crise actuelle.

Le problème est que Wall Street est très différente de, disons, la Silicon Valley, où la faiblesse de la réglementation produit des effets authentiquement bénéfiques. Les institutions financières sont fondées sur la confiance, laquelle ne peut s'épanouir que si les gouvernements font en sorte qu'elles soient transparentes, et prudentes dans les risques qu'elles sont amenées à prendre avec l'argent des autres. Le secteur est également différent du fait que l'effondrement d'une institution financière cause du tort non seulement à ses actionnaires et à ses employés, mais également à un grand nombre de badauds innocents (c'est ce que les économistes appellent délicatement les "*externalités négatives*").

Les signes montrant que la révolution reaganienne avait amorcé une dérive dangereuse sont devenus évidents au cours de la dernière décennie. Une des premières alertes a été la crise financière asiatique de 1997-1998. Le deuxième signe inquiétant provenait des déficits structurels croissants des Etats-Unis. La Chine et un certain nombre d'autres pays commencèrent à acheter des dollars américains après 1997 dans le cadre d'une stratégie délibérée visant à sous-évaluer leur monnaie, maintenir leurs usines en activité et protéger leurs économies des soubresauts financiers.

Cela convenait parfaitement à l'Amérique post-11-Septembre; cela signifiait que nous pouvions tout à la fois baisser les impôts, alimenter une frénésie de consommation, financer deux

guerres coûteuses et laisser filer le déficit fiscal. Le déficit commercial vertigineux et en accroissement constant que cette politique généra était de toute évidence insupportable à terme. La chute du dollar américain montre que nous avons atteint ce stade.

Même aux Etats-Unis, les inconvénients de la dérégulation étaient apparus clairement bien avant le naufrage de Wall Street. Durant toute la dernière décennie, les inégalités n'ont cessé de se creuser aux Etats-Unis car les bénéfices de la croissance ont profité avant tout aux plus riches et aux mieux éduqués, tandis que les revenus de la classe ouvrière stagnaient. Enfin, l'occupation gâchée de l'Irak et la réaction des autorités après l'ouragan Katrina ont mis à nu la faiblesse générale du secteur public. Tous ces éléments donnent à penser que l'ère Reagan aurait dû se terminer il y a des années.

L'autre composant essentiel de la marque américaine est la démocratie et la volonté des Etats-Unis de soutenir les autres démocraties à travers le monde. Cette veine idéaliste de la politique étrangère américaine a été une constante au cours du siècle écoulé.

Promouvoir la démocratie – à travers la diplomatie, l'aide aux groupes de la société civile, les médias libres et le reste – n'a jamais fait l'objet de controverse. Le problème à présent est qu'en utilisant la démocratie pour justifier la guerre en Irak, l'administration Bush a convaincu beaucoup de gens que le terme "*démocratie*" n'était qu'un mot codé recouvrant l'intervention militaire et le changement de régime.

GUANTANAMO ET LE DÉTENU ENCAGOULÉ D'ABOU-GHRAIB, NOUVEAUX SYMBOLES DE L'AMÉRIQUE

Le modèle américain a également été gravement terni par l'utilisation de la torture par l'administration Bush. Après le 11-Septembre, les Américains ont donné la triste image d'un peuple prêt à renoncer aux garanties constitutionnelles dans l'intérêt de la sécurité. Aux yeux de nombreux non-Américains, la prison de Guantanamo et le détenu encagoulé d'Abou-Ghraïb ont depuis lors remplacé la statue de la Liberté en tant que symboles de l'Amérique.

Quel que soit le vainqueur de l'élection du 4 novembre, un nouveau cycle politique s'amorcera tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde. Il est probable que les démocrates renforceront leur majorité au Sénat comme à la Chambre des représentants. Une puissante colère populiste bouillonne dans le pays à mesure que la débâcle de Wall Street gagne Main Street . Un nouveau consensus se fait jour sur la nécessité de rétablir la régulation dans de nombreux secteurs de l'économie.

Au plan mondial, les Etats-Unis n'occuperont plus la position hégémonique qui était la leur jusqu'à présent, une nouvelle donne qui a clairement émergé avec l'invasion de la Géorgie par la Russie le 7 août. La capacité des Etats-Unis à façonner l'économie globale sera diminuée, tout comme seront amputées nos ressources financières.

L'influence américaine peut et finira par être restaurée. Alors qu'il est probable que le monde dans son ensemble s'apprête à subir un ralentissement économique, il n'est pas du tout sûr que

les modèles chinois et russe s'en sortent beaucoup mieux que le modèle américain. Les Etats-Unis se sont relevés des graves revers qu'ils ont subis dans les années 1930 et 1970 grâce à l'adaptabilité de leur système et à la résilience de leur peuple.

Reste qu'un nouveau rétablissement dépend de notre capacité à procéder à quelques changements fondamentaux. Tout d'abord, nous devons nous libérer de la camisole de l'ère Reagan concernant les impôts et la régulation. Les baisses d'impôts sont certes une idée séduisante mais elles ne stimulent pas nécessairement la croissance et ne s'autofinancent pas automatiquement; étant donné notre situation fiscale à long terme, il va falloir expliquer honnêtement aux Américains qu'ils devront financer eux-mêmes leur progression vers l'avenir. La dérégulation peut se révéler, comme nous l'avons vu, extrêmement coûteuse. L'ensemble du secteur public américain – sous-financé, déprofessionnalisé et démoralisé – a besoin d'être reconstruit.

Pendant que nous entreprendrons ces changements, nous devons veiller au risque de vouloir trop en faire. Les institutions financières doivent être surveillées de près, mais il n'est pas sûr que les autres secteurs économiques doivent être soumis au même contrôle.

Le libre-échange demeure un puissant moteur pour la croissance économique, ainsi qu'un instrument de la diplomatie américaine. Nous devrions mieux aider les travailleurs à s'adapter aux conditions globales changeantes, plutôt que défendre leurs emplois existants. Si les baisses d'impôts ne sont pas une recette automatique pour la prospérité, les dépenses sociales inconsidérées ne le sont pas non plus. Le coût des renflouements d'entreprises ainsi que la faiblesse à long terme du dollar signifient que l'inflation constituera une grave menace dans l'avenir. Une politique fiscale irresponsable pourrait aisément aggraver ce problème.

Mais le changement le plus important auquel nous devons procéder se situe au niveau politique. La révolution reaganienne a brisé une domination libérale et démocrate de la vie politique américaine qui durait depuis un demi-siècle. Mais au fil des années, ces idées autrefois neuves se sont sclérosées en dogmes. La qualité du débat politique a été vulgarisée par des hommes partisans qui remettent en cause non seulement les idées, mais aussi les motivations de leurs adversaires.

Tout cela complique l'ajustement aujourd'hui nécessaire à la réalité nouvelle et difficile à laquelle nous sommes confrontés. Le test ultime pour le modèle américain sera donc sa capacité à se réinventer une fois de plus. Jouir d'une bonne image ne consiste pas, pour paraphraser une certaine candidate à la vice-présidence, à mettre du rouge à lèvres à un pitbull. Cela consiste avant tout à avoir le meilleur produit à vendre. La démocratie américaine a du pain sur la planche.

Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la Johns-Hopkins School of Advanced International Studies

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton) Copyright 2008, *Newsweek*, inc.

Pour lire **l'intégralité du texte** de Francis Fukuyama, [cliquez ici](#).